

1e 21/04/2015, Par Mickael Guiho

Les syndicats de police étaient reçus au cabinet du ministre de l'Intérieur, lundi 20 avril, à propos des indemnités journalières pour les déplacements, qui se sont multipliés depuis le Plan Vigipirate. L'administration a proposé une augmentation de 2€. «Inadmissible», estime l'UNSA Police.

Le ministre de l'Intérieur, Bernard Cazeneuve, avait réussi à relancer le dialogue social dans la police. Une réunion était organisée dans son cabinet, lundi 20 avril, avec les syndicats. Mais ces derniers n'en sont pas repartis avec le sourire.

## Les CRS épuisés par le Plan Vigipirate

Un seul sujet était sur la table pour cette première rencontre : l'augmentation de l'Indemnité journalière d'absence temporaire (IJAT). Elle n'a pas été revalorisée depuis 13 ans et les déplacements se sont multipliés, pour les CRS notamment, depuis les attentats de janvier et le renforcement du Plan Vigipirate.

A la compagnie de CRS de Saint-Quentin où nous étions hier, les CRS ont cumulé plus de 60 jours de travail depuis le début de l'année, donc beaucoup de déplacements, avec très peu de week-ends et des incidences sur la vie de famille.

# CRS épuisés : les syndicats de police mécontents après la réunion au ministère



Conséquence : les arrêts maladie et l'absentéisme explosent. Les syndicats demandent donc du changement, en commençant par une hausse de l'IJAT.

## Une proposition «deshonorante» de l'administration

Mais au cours de la réunion, l'administration a présenté une étude d'impact budgétaire se basant sur une hypothèse, qui constitue sa proposition : une petite augmentation l'IJAT, qui passerait de 30 à 32 €.

**«Inadmissible» et «intolérable», selon le syndicat UNSA Police. Il a réagi dans un communiqué : «L'UNSA Police rejette cette proposition et estime qu'elle est déshonorante par rapport à la contrainte de notre métier et à la non-revalorisation depuis 13 ans.»**

Seuls le directeur du cabinet du ministre, le directeur général de la police nationale et le DCCRS étaient présents à la réunion. **Le syndicat attend maintenant l'arbitrage de Bernard Cazeneuve.**